



Déclaration CFDT – Réunion avec le SG du 7/02/08

Depuis le début des groupes de travail, le 26 juillet 2007, la CFDT est porteuse des mêmes demandes, à savoir :

- un accord sur une méthode de travail
- un cadrage garantissant les intérêts individuels et collectifs des personnels
- un dialogue social loyal, digne de ce nom.

A ce jour, nous faisons les constats suivants :

- Aucun accord réel définissant une méthode précise de travail n'a été mis en place. Là où des éléments clairs auraient été nécessaires, nous ne sommes destinataires que de calendriers, de documents identiques envoyés plusieurs fois pour des réunions différentes...
- Aucun cadrage pour garantir les intérêts individuels et collectifs des personnels. Le « cadre de concertation et de mise en œuvre » fourni par l'administration n'est qu'un simulacre de cadrage, il n'indique que vaguement quelques notions à prendre en compte dans les processus d'affectation des agents et ne garantit strictement rien.
- Et en ce qui concerne le dialogue social, la concertation, la transparence et la loyauté nécessaires à des débats réellement constructifs dont le Ministre se fait le chantre dans nombre de ses communications, c'est du n'importe quoi.

Les documents fournis sont, soit incomplets, soit totalement absents. Qu'en est-il par exemple des cahiers des charges pour les audits ?

Les réponses fournies sont, soit incomplètes, soit totalement absentes ou pire, carrément fausses...

Il semble y avoir un véritable clivage entre les positions qu'affichent le Ministre d'Etat et son Cabinet en matière de relations avec les organisations syndicales et la pratique instaurée par la pseudo concertation dans laquelle on nous balade depuis le mois de juillet.

Nous savons, par d'autres biais que l'information interne au MEDAD (et heureusement qu'il existe des administrations plus transparentes que la nôtre), que les arbitrages de Matignon sont en faveur des directions départementales non rattachées à une administration centrale, placées sous l'autorité des préfets de département.

Le Ministre d'Etat dans son discours aux chefs de service le 5 février évoque « des rumeurs »...Ce ne sont pas des rumeurs ! Il faut arrêter de mentir aux organisations syndicales.

Il est plus que temps d'avoir des discours vrais, suivis d'effets dans la pratique.

Si les lettres de préfigurations peuvent laisser envisager une certaine souplesse dans leurs mises en œuvre, le temps laissé aux préfigureurs pour bâtir leurs projets empêche tout travail sérieux et tout dialogue réellement constructif.

La lenteur (plus de 8 mois) avec laquelle semble s'élaborer la lettre de mission du Ministre d'Etat, agent du MEDAD, est inversement proportionnelle avec la précipitation dans laquelle on réorganise les missions de tous les autres agents du MEDAD.

Le Ministre d'Etat demande à ses chefs de service « d'être extrêmement solidaires et solides ». Nous leur souhaitons bon courage car il va leur en falloir... !

Le Ministre d'Etat s'est engagé à mettre en œuvre les conclusions du Grenelle. En s'appuyant sur un ministère totalement désorganisé, sans véritable stratégie et sur une administration affaiblie et démotivée, ce n'est pas gagné !

Rien ne peut se bâtir dans le déni de la vérité. Ce n'est qu'en ayant en face de nous des interlocuteurs justes, droits, honnêtes et responsables que la CFDT acceptera de continuer à participer aux groupes de travail.

Si tel n'était pas le cas, la CFDT en tirerait publiquement et largement les conclusions qui s'imposent et en informeraient les personnels, les acteurs concernés par le champ du MEDAD et les citoyens.